Ortu, ministre de la justice, vient d'adresser aux procureurs généraux du roi auprès des cours d'appel et aux économes généraux des bénéfices vacants, une circulaire importante.

Les congrès catholiques, comme celui de Tarente, par exemple, tenaient leurs réunions solennelles, dans une église, préalablement transformée dans ce but.

« J'entends que désormais, dit M. Cocco-Ortu, soient interdits dans les églises, les congrès, les conférences, les réunions, et toute autre assemblée, à portes closes, et avec billet d'invitation, dans un but de nature politique, et que les églises servent uniquement aux fonctions religieuses, aux actes du culte et à ceux qui s'y rattachent étroitement.

« Avec les actes du culte se relie intimement les réunions des membres du clergé catholique (réunions auxquelles se rapporte l'article 14 de la loi sur les garanties), quand le clergé est appelé à délibérer selon les règles canoniques, sous forme de concile, synode, réunions capitulaires, sur les besoins du culte et de la discipline ecclésiastique. »

M. Cocco-Ortu veut que ces prescriptions soient appliquées aux églises munies de bénéfices, et connues, à ce titre, par l'État, — et à toutes les autres. Le « bénéficiaire » ecclésiastique sera frappé de peines, — que l'on ne détaille pas — s'il passait outre à cette interdiction. Quant aux églises privées, appartenant à des instituts quelconques, elles seraient fermées.